

remarque, il me semble, que durant les premières années du conflit les démocraties n'aient pas réellement cherché à détruire le fascisme. Cette période est surtout marquée par une espèce de pat, comme disent les joueurs d'échecs; les démocraties ont plutôt pratiqué la *sitzkrieg* que la *blitzkrieg*. Ce qui est déconcertant c'est qu'alors les démocraties ont indubitablement conjugué leurs efforts en vue de restreindre plus ou moins l'expression effective des principes démocratiques au sein de leurs populations.

La France en est un exemple classique. En France le groupe dirigeant, les hommes de Munich, ont fait leur possible, et certainement avec succès, pour détruire le mouvement syndicaliste, les organismes populaires, en emprisonnant et internant des milliers de chefs ouvriers et tant de communistes qui auraient versé jusqu'à la dernière goutte de leur sang pour défendre la France contre l'Allemagne. Le gouvernement français n'osa intervenir en faveur des forces démocratiques de la population française, et permit au groupe minoritaire de trahir en fin de compte la France à l'avantage de l'Allemagne.

Nous avons nous-mêmes subi un peu de cette répression. Après que nous eûmes déclaré la guerre, les règlements concernant la défense du Canada furent mis en vigueur. Nous avons vu le principal apologiste du gouvernement de Vichy, notre ministre de la Justice, nous servir, dirai-je de la justice de Vichy ou de la répression de Vichy. La population canadienne a été soumise à des mesures coercitives et répressives; elle a connu la perte de droits minoritaires, la limitation de la liberté de parole et de presse. Il est certain que nous pouvons dire que si, au début des hostilités, le gouvernement canadien avait mis autant d'énergie à abattre Hitler et tout ce qui se rattache à Hitler, qu'il en a mis à détruire les libres institutions démocratiques du Canada, la population canadienne se serait montrée plus unie dans ses premiers efforts.

Les débuts de la guerre ont été marqués d'une certaine apathie. Quiconque s'est tenu près de la population du pays l'a compris et l'a su, même si les porte-parole du Gouvernement sont tentés de le nier et de fait l'ont nié. Mais quiconque a fréquenté de près la classe ouvrière la première année ou les deux premières années du conflit sait que sur les lèvres de centaines de milliers de Canadiens, même des pères et mères dont les fils étaient dans l'armée active, se trouvait souvent cette phrase: "Pourquoi combattons-nous?" Au début de l'été, la bataille de Grande-Bretagne faisait rage et la démocratie telle que les britanniques la comprennent était en grand danger. Peu après l'ajournement de la Chambre, alors que le danger pour les peuples de

l'Empire était peut-être le plus menaçant de toute leur histoire, les événements ont pris une tournure grave et Hitler, espérant s'assurer le support du gouvernement anglais qu'il croyait semblable à celui de M. Chamberlain, se lança à l'assaut de la Russie.

Je crois, sans en être sûre, que la plupart des honorables membres de la Chambre savent que je ne suis pas née au Canada. Je suis canadienne par choix, mais tout mon avenir et celui de mes enfants, Canadiens de naissance, est lié à celui du Canada. Cependant, comme quiconque, j'ai conservé un profond amour pour ma terre natale et, au cours du printemps et du début de l'été, j'ai été profondément émue des souffrances endurées par le peuple des Îles britanniques pendant la bataille de Grande-Bretagne. Dès que les armées allemandes se sont tournées vers la Russie, le peuple anglais, qui avait souffert pendant cette longue période et qui endurait les conséquences d'une politique d'isolement, a forcé leur premier ministre, M. Churchill, à abandonner une fois pour toute la politique d'isolement et d'apaisement. C'est pour cette raison, tout le monde le sait, qu'un pacte collectif de sécurité a été conclu avec toutes les grandes puissances du monde.

J'avoue en toute franchise qu'à mon sens, la signature de ce pacte collectif de sécurité donne pour la première fois aux peuples démocratiques l'occasion d'assurer la chute d'Hitler. Jusque-là, ils avaient espéré; ils n'avaient pu avoir la certitude qu'ils réussiraient à l'abattre. Il est bon d'envisager les faits et d'admettre qu'il en est bien ainsi. Les Anglais, ayant souffert, ne craignent pas la vérité. J'ai lu des déclarations étonnantes dans les journaux anglais. Ainsi, l'*Evening Standard* écrivait il y a quelques mois, immédiatement après que les Russes eurent fait sauter le barrage du Dniéper:

Ce sera certainement un crime que de ne pas fournir au plus grand allié que nous ayons jamais eu une aide herculéenne. Nous devons créer un deuxième front, et non seulement dans l'air. Nous devons forcer le tigre à lâcher le corps de notre ami, non pas en lui mordant la queue, mais en lui portant au corps des coups violents et terribles. A chaque nouvelle qui nous parvient au sujet de l'héroïsme et de la valeur des Soviétiques, une seule question se présente à l'esprit du peuple britannique. Que faisons-nous pour aider nos alliés et prendre part à la bataille? Ce n'est pas uniquement le sentiment qui est à l'origine de cette question, mais nous connaissons notre situation réelle et nous pouvons la définir. Avant l'entrée de la Russie dans le conflit, nous n'avions aucune chance de remporter sur l'Allemagne une victoire purement militaire. Les ressources en hommes de l'Allemagne étaient de beaucoup supérieures aux nôtres et il nous aurait fallu des années pour mettre à point un potentiel industriel comparable à celui qu'elle possédait sur le continent. Tout à coup, en un jour, la résistance